

Face aux actes de violence au Gabon**Ali Bongo, le président de la République, maîtrise-t-il encore la situation ?**

La peur est dans tous les esprits. Et les événements actuels dans le pays poussent à cette crainte du lendemain où rien, ni personne n'est désormais à l'abri de l'arbitraire. Dans un tel contexte, un esprit zélé peut tout faire exploser. Pour un pays de moins d'un million d'habitants, avait-on besoin d'en arriver-là ?

Auguste Bala

Au secouuuuuurrrs, on va tous y passer ! Cet appel à l'aide est loin d'être une plaisanterie. Sauf à vouloir se mentir à soi-même, c'est une réalité inscrite, désormais, dans le subconscient des habitants de ce pays. Et pour cause, depuis l'arrestation, le 09 juillet dernier, de plusieurs dizaines d'opposants et des membres de la société civile, l'atmosphère s'est davantage assombrie sur le ciel gabonais. En France, le Parti socialiste (PS) au pouvoir et le parti Europe Ecologie-Les Verts viennent de protester par voie de communiqué. Le PS réclame notamment « la libération immédiate des dizaines de militants politiques arrêtés ces dernières semaines ». Quant à l'association Survie, Yanis Thomas, l'un de ses porte-parole, va plus loin en demandant « l'arrêt de la coopération militaire française (...) avec le Gabon... » (RFI, 01/08/2016).

Signe des temps, plus que par le passé, les forces de 3^{ème} et 4^{ème} catégorie écumant les rues, les grands carrefours et certaines artères de Libreville, lourdement armées. Mais si ces forces se contentaient seulement de remplir l'espace pour assurer la sécurité des biens et des personnes, il ne viendrait à l'esprit de personne de poser la question de cette présence massive qui dérange les Librevillois.

Or, non habitués aux opérations de

contrôle de voitures et des personnes, les éléments de l'armée s'illustrent négativement sur le terrain. Dimanche soir – derrière le Camp de Gaulle, en allant à Ali-bandeng, vers 20h, – un militaire zélé s'est permis de demander la pièce d'identité à un joggeur. Comme si, pour aller faire son footing, chaque fille et chaque fils de ce pays doit prendre une pièce d'identité. C'est dire !!!

Bien plus, les éléments de la Police et de l'Armée appliquent avec violence leurs forces contre les populations, empêchant particulièrement les réunions publiques et les marches de l'opposition comme si, finalement, ils ne servaient que le chef suprême des Armées. Mais peut-on s'assurer que c'est ce dernier qui donne les ordres pour violenter les populations ? Rien n'est moins sûr ! Même si, il faut le reconnaître, peu importe l'acte posé, au nom de l'Etat par un dépositaire de la force publique, la responsabilité, toute la responsabilité, incombe au président de la République. C'est pour quoi, Ali Bongo doit veiller à ce que l'irréparable ne se produise.

Le 23 juillet dernier, les opposants ont été gazés, alors qu'ils voulaient organiser une marche pacifique et l'on ne compte plus les arrestations des membres de la société civile depuis l'organisation, le 09 juillet dernier, d'un meeting des jeunes au Rond-point de la Démocratie. Sandrine Akerey, Pascal Oyougou, ... ont goûté à la privation de la liberté, quelques



Ali Bongo contrôle-t-il encore quelque chose devant autant de scènes de chaos ?

heures. Tout laisse croire que les soldats seraient fous de rage. Il est évident que, pour conserver le pouvoir, Ali Bongo a procédé à l'embauche des milliers de jeunes dans la police, l'armée, la gendarmerie, la garde républicaine ainsi que la sécurité pénitentiaire. Il n'y a pas de doute sur la finalité de ces recrutements ; leur rôle est de mater tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'opposeraient à son rêve de briguer un second mandat.

Reste que dans ce jeu, pour le malheur des populations et de la démocratie, Ali Bongo n'est plus seul. Les généraux, hiérarques militaires et autres dépositaires de l'autorité de l'Etat travaillent désormais aussi à leur propre compte, en organisant des rafles, des contrôles et en agissant contre les populations de manière autonome.

Au-delà même des forces de police et des forces armées, c'est tout le système Ali Bongo qui se dérègle et crée des tentacules autonomes qui, jouant le jeu de la répression, se battent désormais pour préserver leurs acquis ou pour figurer dans les listes de nomination après le succès de l'élection présidentielle d'août prochain. Ce sont ainsi une importante frange de responsables administratifs qui se transforment en pitbull pour faire le sale boulot, bousculant les populations et semant dans leur esprit et dans la société un climat de terreur. Une organisation faite pour répandre le mal partout, les responsables administratifs se donnant des prérogatives militaires...

Le tout, dans un désordre qui fait, finalement, plaisir à Ali Bongo. ■

Lucarne**La guerre n'est pas un jeu**

Desirey Minkoh*

Quel que soit ce que diront certains en me lisant, une chose est sûre et certaine, ce que je sais et ça, personne ne peut me l'enlever, c'est que j'ai vécu des guerres dans plusieurs pays (Congo, Centrafrique, RD Congo, Tchad, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia et le Darfour) en tant que reporter-photographe pendant 7 ans. Je ne peux pas me taire ou ne pas attirer l'attention de mes compatriotes, surtout les jeunes, sur cette situation meurtrière et destructrice des Nations et des peuples. Oui, chers compatriotes, LA GUERRE N'EST PAS UN JEU.

Un proverbe de chez moi dit : « Les enfants vont en vampire en croyant que c'est un jeu ». Souhaiter la guerre dans son pays, quelles qu'en soient les raisons, n'est ni responsable ni une solution. Je suis convaincu que Dieu aime le Gabon. Car tous les ingrédients qui amènent la guerre sont réunis depuis plus de 5 ans. On a même atteint un niveau d'animosité et de haine entre peuple d'un même pays que l'on ne retrouve qu'après un conflit (guerre civile, tribale, génocide, etc.).

Mon propos n'est pas d'accuser ni de protéger un camp, encore moins de dire que c'est tel camp qui veut faire la guerre ou pas au Gabon. Les réseaux sociaux, les discussions dans les bars, taxis, etc., le discours des hommes politiques de tout bord nous démontrent que nous n'en sommes pas loin.

Ces quelques paroles du titre « La course au pouvoir » du chanteur ivoirien Alpha Blondy, résonnent comme un appel à la retenue de la part des acteurs politiques et un avertissement à nous, peuple du Gabon : « Il y a du sang sur la route qui mène à la tour du pouvoir, il y a du sang innocent. Les partis en face disent la même chose, pour la même cause. Dans ce face à face, le peuple se retrouve face au peuple, et le peuple massacre le peuple au nom du peuple. Les partis en face sont d'accord qu'ils ne seront jamais d'accord. Opposition radicale, parti au pouvoir radical, le verbe devient inamical, la démocratie tribale. Les querelles des personnes mettent en péril la République. La désinformation intoxique l'opinion publique. Le sang de cent innocents a coulé ».

Les mêmes causes reproduisent les mêmes effets, le Gabon est, certes, encore sous la protection divine (et j'espère qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin des temps), mais n'est pas immunisé contre les effets dévastateurs d'un conflit.

Regarder ces images à la télé assis paisiblement dans son salon, avec sa famille, quand d'autres familles cherchent qui : son enfant, sa femme, son mari ou tous à la fois, ou le père se voit obligé de violer sa fille, ou voit comment on viole sa femme et ses enfants, ou les gestes les plus simples de la vie deviennent des actes héroïques, trouver de l'eau, dormir sans détonation, aller chez le voisin, car on n'est pas sûr d'en sortir vivant. Et pendant ce temps, tous les acteurs principaux (les leaders politiques) qui demandent au peuple de se battre contre le peuple, sont à l'abri, hors du pays, avec leur famille.

Le chef rebelle du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) du